



Maison de l'Europe de Paris

Synthèse de conférence

« Le passage à l'Europe, histoire d'un commencement »,
Luuk van Middelaar - Prix du livre européen 2012

jeudi 21 mars 2013 de 18h30 à 20h

Luuk van Middelaar présente son livre « Le passage à l'Europe, histoire d'un commencement ».

Philosophe politique et historien, Luuk VAN MIDDELAAR est actuellement conseiller et « plume » du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy. Son livre a obtenu le prix le Prix Socrate en 2010 et le Prix du livre européen en 2012.

Catherine LALUMIERE, présidente de la Maison de l'Europe de Paris, souligne l'originalité de la position de l'auteur, placé à un endroit stratégique pour observer ce qui se passe au cœur du pouvoir. C'est à la fois un intellectuel, avec une vision extérieure, et un acteur aux manettes à l'intérieur, double expérience dont il a tiré son livre.

Pour Catherine LALUMIERE, l'auteur a parfaitement décrit comment la vision des institutions européennes peut être caricaturale. En effet, il n'y a pas d'un côté le fédéral et de l'autre côté l'intergouvernemental ; en réalité, ces deux constructions co-agissent. Il y a une extraordinaire capacité d'évolution des institutions qui, sous la pression des événements et au mépris des règles, parviennent à prendre des décisions. L'Europe avance, malgré les résistances, sous l'empire de la nécessité.

Luuk Van MIDDELAAR explique qu'avec ce livre il voulait remettre la vie politique au centre, c'est-à-dire donner un sens aux événements historiques, et également montrer au public comment sont prises les décisions.

Il revient ensuite sur son parcours : en 2005, au moment du référendum néerlandais sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe (référendum qui a recueilli un vote négatif), il travaillait au Parlement des Pays-Bas. Après le référendum, il cesse ses activités au Parlement et entame le travail de rédaction de son livre.

En France, le « non » au traité peut être analysé comme un non à une certaine Europe, tandis qu'aux Pays-Bas, il s'agit d'un « non » plutôt nationaliste, qui veut moins d'Europe. Luuk Van MIDDELAAR note que l'Europe est souvent perçue dans son pays comme « un train qui ne s'arrête pas ». A l'inverse, lui voit l'Europe comme une réponse à l'histoire en marche. La réconciliation de la France et de l'Allemagne moins de dix ans après la Seconde Guerre Mondiale reste un événement majeur. Or, sans la pression de l'Armée rouge en Europe de l'Est, une telle réconciliation n'aurait pas eu lieu. La crise de Suez a également fortement contribué à lever les réticences de la France à s'engager dans la construction européenne. L'événement le plus important pour l'Europe demeure cependant la chute du Mur de Berlin, moment clef qui marque la réelle naissance de l'Union européenne. L'euro est né notamment suite à ce grand choc.



L'imbrication du national et de l'euro

Luuk Van MIDDELAAR développe une image de la construction européenne autour de trois sphères concentriques. La première sphère, externe, est celle de l'Europe continentale, de l'ancien « concert des Nations. ». La deuxième sphère est celle du fédéralisme européen, belle invention pour sortir des guerres qui a une très haute idée d'elle-même et imagine qu'un jour tous les Etats européens la rejoindront. Puis est apparue une troisième sphère intermédiaire, celle des Etats membres du club de la zone euro qui partagent plus que les traités et les institutions, car, en cas de crise, ils sont vus par le reste du monde comme co-responsables pour gérer la situation.

Ainsi, au début de la crise grecque en 2010, les Etats se sont aperçus qu'un Etat membre de la zone euro était susceptible de faire faillite et que cela créait un risque pour l'ensemble de la zone euro. Or, aucune réponse institutionnelle n'était prévue. Certains Etats ont alors souhaité laisser le FMI intervenir. D'autres, dont la France, voulaient à l'inverse régler eux-mêmes la situation. Lorsqu'aucune réponse n'est prévue, ce sont souvent les chefs d'Etats et de gouvernements qui ont le pouvoir de changer les règles. L'imbrication du national et de l'euro est alors fascinante. Force est également de constater que les affaires européennes relèvent plus du Premier Ministre que du Ministre des Affaires étrangères. On peut trouver scandaleux que les chefs d'Etats et de gouvernements se mêlent de la politique européenne et le voir comme un risque de renationalisation de cette politique, mais on peut aussi être plus optimiste en considérant que cela montre qu'ils prennent les questions européennes au sérieux.

L'adhésion des citoyens à l'Union européenne en question

Le rapport des citoyens à l'Europe est en train de changer. Pendant longtemps, l'Europe était une affaire d'idéalistes, puis elle est devenue un enjeu pour certains groupes (grandes entreprises, agriculteurs, etc.). Enfin, les institutions ont essayé de se rapprocher des citoyens. L'Europe, en termes de communication, était une « bonne nouvelle ». Or, avec la crise, si l'Europe est en effet devenue très proche des citoyens, elle n'apparaît

pas comme une bonne nouvelle. Les citoyens, surtout ceux des Etats de la zone euro, se rendent compte, concrètement et pour la première fois, que leurs destins sont liés. Ainsi, les élections en Italie ont été très suivies au delà des frontières et il en sera de même pour les élections législatives allemandes en septembre 2013. Certes, une telle situation crée des tensions entre les peuples européens (cartoons grecs contre les Allemands par exemple). Cependant, on peut s'attendre à une maturation de l'opinion publique dans les années à venir.

Dans sa préface Luuk Van MIDDELAAR décrit comment le public a été présent depuis le début de la construction européenne. Il y a trois stratégies pour convaincre le public d'adhérer à l'idée européenne :

- La stratégie allemande : identité commune, partagée, le « nous » du nationalisme allemand du XIX^{ème} siècle
- La stratégie romaine : « du pain et des jeux », donc l'attente de résultats
- La stratégie grecque : la démocratie, c'est-à-dire donner une voix aux citoyens pour qu'ils se sentent concernés et qu'ils décident ensemble.

Suivant l'esprit de la stratégie allemande, la Commission européenne a eu l'idée, dans les années 1970, d'une émission TV de cinq minutes, dans tous les Etats membres, consacrée aux grands Européens (Shakespeare, Cervantès, etc.). Mais la Commission s'est heurtée au refus des Etats. Puis, dans les années 1980, émerge l'idée d'un livre d'histoire commun aux Etats membres. Douze historiens sont convoqués pour le rédiger, mais ils n'y parviennent pas, en raison de trop grandes dissensions. Ainsi, un grand héros de la marine britannique est décrit comme un pirate dans le chapitre espagnol, ou encore le chapitre français parle d'invasions barbares concernant les conquêtes des Goths, ce qui mécontente les Allemands.

En revanche, on peut noter une vraie réussite de cette « stratégie allemande » avec le drapeau européen. Le drapeau bleu aux douze étoiles jaunes était déjà le drapeau du Conseil de l'Europe en 1955. En 1984, alors que l'abstention aux élections européennes est en hausse, l'Union européenne cherche un symbole visuel

pour engager les citoyens et souhaite utiliser ce drapeau. Or, l'ambassadeur anglais craint le refus de Margareth THATCHER. Officiellement, le drapeau devient donc un logo, terme moins emblématique. Après le « non » au Pays-Bas, le retrait du drapeau en tant que symbole sera présenté aux citoyens néerlandais comme une victoire de la diplomatie néerlandaise. Aux yeux de Luuk Van MIDDELAAR l'approche française est excellente : sur le portrait officiel du Président de la République, depuis Nicolas SARKOZY (et François HOLLANDE a repris cette idée), le drapeau européen apparaît au côté du drapeau français, symbolisant la coexistence de deux appartenances, une européenne et une nationale.

La politique européenne ou « l'art du bricolage »

Suite à une question du public, Luuk Van MIDDELAAR revient sur la différence entre une confédération et une fédération, dont la définition dépend pour beaucoup des traditions juridiques propres à chaque Etat. Les Etats-Unis ont d'abord été une confédération avant de devenir une fédération. Concernant l'Union européenne, Luuk Van MIDDELAAR estime que certains de ses aspects relèvent déjà d'une organisation de type fédéral (le droit de la concurrence notamment). Cependant, au niveau politique, une tension

demeure entre les Etats et l'Union, tension qui n'est pas vouée à disparaître dans les prochaines années. Ainsi, lorsque le Parlement chypriote refuse le plan d'aide de la zone euro, il faut respecter ce vote des élus chypriotes. Mais il n'en demeure pas moins que l'Union européenne a besoin que Chypre résolve sa crise bancaire. Il faut donc mettre en pratique un certain « art du bricolage. » La démocratie est ainsi également un espace où les citoyens peuvent exprimer leur méfiance, mais, pour Luuk Van MIDDELAAR, cela n'aboutit pas à détruire le système, mais participe en réalité à le faire vivre.

Compte rendu rédigé par Bérengère Faveaux



Retrouvez la Maison de l'Europe de Paris sur Internet via notre site :
www.paris-europe.eu

MAIRIE DE PARIS 

 île de France

35-37, rue des Francs-Bourgeois F-75004 Paris
Métro : Saint-Paul / Autobus : 29 - 69 - 76 - 96
Tél : +33 (0)1 44 61 85 85 Fax : +33 (0)1 44 61 85 95
www.paris-europe.eu /
maison-europe@paris-europe.eu